



La Commune



Saint Sébastien le 29 décembre : Conférence de presse pour exiger l'arrêt des poursuites contre Aurore Martin et l'abrogation du mandat d'arrêt européen

Article de TEAN journal du NPA



Saint Sébastien le 29 décembre :

Conférence de presse

de militant-e-s politiques et syndicaux de nationalité française

Pour exiger l'arrêt des poursuites contre Aurore Martin
et l'abrogation du mandat d'arrêt européen

C'est sans doute la première fois que s'est tenue une initiative de ce type dans l'état espagnol. Le 29 décembre, nous étions 25 militant-e-s de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de la CNT, du NPA, d'Oldartu (collectif " Lutter Ensemble " du Pays Basque Nord) à avoir fait le déplacement à Saint Sébastien pour tenir une conférence de presse à laquelle avaient été invités medias espagnols et français.

C'était une initiative à la fois inédite et militante puisqu'a été lue une déclaration politique d'Aurore Martin, ce qui est une infraction aux yeux de la loi espagnole. En effet Aurore est membre de nationalité française de Batasuna, organisation nationaliste basque interdite en Espagne (mais pas en France). Et c'est justement pour avoir tenu des conférences de presse semblables et avoir participé à des réunions qu'Aurore doit être transférée en Espagne, où elle risque 12 ans de prison, le tribunal de Pau ayant donné son aval au mandat d'arrêt européen (MAE) délivré par les autorités espagnoles.

Nous avons dénoncé les poursuites envers Aurore comme une atteinte aux libertés démocratiques élémentaires que sont les droits d'opinion, de réunion, d'expression. Nous ne sommes pas membres de Batasuna, mais nous avons revendiqué pour Aurore comme pour tout adhérent-e de Batasuna le droit de défendre publiquement ses positions. Et c'est pourquoi, nous avons lu la déclaration que nous avait communiquée Aurore, qui actuellement se cache. Dans ce texte, elle affirme que " le conflit basque ne se règlera pas par la répression. Il appelle un processus de résolution de nature politique et démocratique, ce qui implique " de respecter le droit à l'autodétermination ". Aurore rappelle que " l'ETA a déclaré une trêve unilatérale de ses actions " et que " des pas doivent être également franchis par les Etats espagnols et français ", en particulier que " le gouvernement espagnol doit aujourd'hui permettre à nouveau une expression légale et publique de la gauche abertzale ". " l'Etat espagnol doit mettre fin aux mesures d'exception qui s'appliquent au Pays Basque Sud " a-t-elle ajouté par notre voix.

Nous avons quant à nous dénoncé l'aggravation de la répression tant en France qu'en Espagne, alors que la gauche abertzale (nationaliste) agit et s'exprime en faveur d'une résolution démocratique et politique du conflit. Dans la deuxième partie de la conférence, nous avons montré que l'application du MAE à Aurore Martin - pour la première fois un gouvernement, le gouvernement français, va transférer un-e de ses ressortissants à un autre état européen pour des " délits " qui

n'en sont pas en France - est un intolérable précédent qui ouvre la porte à une répression qui peut frapper tout militant politique ou syndical européen. Dans la période de crise que nous connaissons, nous savons jusqu'à quel point les états peuvent utiliser les dispositifs répressifs à leur disposition en les justifiant au nom de la " violence " et le " terrorisme " ou encore au nom de la " sécurité ".

Nous avons affirmé que malgré le MAE, nous serons, quelque soit le pays européen, aux côtés des travailleurs en lutte contre cette Europe capitaliste et contre toutes les oppressions, qu'aucune loi ne nous empêchera de penser et d'agir au nom des libertés individuelles et collectives.

Nous avons terminé la conférence en appelant au soutien sans faille à Aurore, ainsi qu'à une campagne de masse du mouvement ouvrier européen pour l'abrogation de cette loi liberticide qu'est le MAE

Modifié le dimanche 29 mai 2011

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont cessé de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
